

CFP-025M
C.P. PL 62
Loi stratégies d'acquisition
des organismes publics
réalisation projets d'infrastructure

Montréal, le 29 mai 2024

Monsieur Jean-François Simard
Président
Commission des finances publiques
Par courriel : cfp@assnat.qc.ca

Objet : Commentaires de l'Union des municipalités du Québec sur le projet de loi n° 62, Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure

Monsieur le Président,

Pour l'Union des municipalités du Québec (UMQ), il est essentiel de consacrer des efforts importants afin de rattraper le sous-investissement important des décennies précédentes dans les infrastructures publiques. En ce sens, le milieu municipal partage pleinement les objectifs visés par le projet de loi n° 62, soit :

- Accélérer la livraison des projets;
- Obtenir de meilleurs coûts;
- Améliorer l'état de nos infrastructures publiques.

Plusieurs des mesures prévues dans ce projet de loi devraient s'appliquer également aux municipalités. Des ajustements apportés uniquement au marché public du gouvernement du Québec pourraient créer un marché municipal parallèle beaucoup moins attractif pour les fournisseurs. Dans un contexte où certains domaines souffrent d'une pénurie de fournisseurs en construction et en services professionnels, cette situation serait dommageable pour les municipalités.

Ainsi, la mesure 7 visant à simplifier le recours à l'utilisation de modes de réalisation s'appuyant sur la collaboration et permettant aux organismes publics d'être plus stratégiques dans la réalisation des projets d'infrastructure serait aussi souhaitable pour certains projets municipaux. Les modifications législatives proposées à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) permettront à un organisme public d'associer un contractant à la conception, un à la réalisation de l'infrastructure ainsi qu'à d'autres responsabilités liées à l'infrastructure comme son financement, son entretien ou son exploitation. Ces modes de réalisation, qui proposent un cadre de collaboration amélioré entre les entrepreneurs, les sous-traitants et les fournisseurs spécialisés, permettent une meilleure compréhension mutuelle des enjeux de réalisation, des risques et aussi de la prise en charge de ces risques.

Rassembler. Accompagner. Affirmer.

Nous devons également rappeler que les modes de réalisation collaboratifs identifiés dans le projet de loi n° 62 sont employés depuis plusieurs années par des municipalités canadiennes, notamment à Barrie-Simcoe en Ontario et Kamloops en Colombie-Britannique.

Par ailleurs, les dispositions d'allègements administratifs et réglementaires pour une meilleure performance dans l'octroi des contrats publics (mesure 10) devraient également voir leurs équivalents dans le secteur municipal.

Enfin, certaines mesures proposées dans le projet de loi ne pourront se réaliser de façon optimale sans l'apport des municipalités. À titre d'exemple, la planification optimisée des projets, pour notamment prendre en compte les résultats de la capacité régionale dans le Plan québécois des infrastructures (mesure 2), qui est demandée par les municipalités depuis des années, requiert les informations de leur part. S'assurer une meilleure coordination entre les différents et nombreux projets exige la collaboration de tous les donneurs d'ouvrage publics.

Afin de faire bénéficier des mesures de modernisation de la gestion contractuelle aux municipalités, l'UMQ demande de rapidement apporter les adaptations nécessaires à la législation afin de permettre aux municipalités du Québec de se prévaloir des modalités contractuelles rendues disponibles par l'adoption du projet de loi n° 62.

En vous réitérant l'entière collaboration de l'UMQ, je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le président
et maire de Varennes,



Martin Damphousse